



Maria José Azar Baud : La transposition de la Directive (UE) 2020/1828 en France

Dans cette section dédiée, le lecteur trouvera l'ensemble des textes législatifs et réglementaires par lesquels le législateur français a procédé à la transposition de la Directive (UE) 2020/1828 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs.

La France a opéré cette transposition par l'adoption de la **loi n° 2025-391 du 30 avril 2025, dite loi "DDADUE"** (portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne), publiée au Journal officiel et accessible sur le site officiel [<https://www.legifrance.gouv.fr>]. Cette loi constitue le socle normatif de la réforme. Elle modifie notamment le Code de la consommation ainsi que d'autres corpus législatifs afin d'intégrer le régime des actions représentatives, d'en préciser le champ d'application matériel, les conditions de recevabilité, le rôle des entités qualifiées, ainsi que les mesures de cessation et de réparation susceptibles d'être ordonnées.

La mise en œuvre de ce cadre législatif a été complétée par trois décrets d'application :

- **Décret du 16 juillet 2025**, qui précise les modalités procédurales relatives à l'introduction et au déroulement des actions représentatives, notamment les exigences formelles applicables aux entités qualifiées et les règles de coordination procédurale ;
- **Décret du 30 juillet 2025**, qui organise notamment le registre public des actions représentatives et en détermine les modalités de fonctionnement, assurant ainsi la transparence et l'accessibilité de l'information ;
- **Décret du 10 décembre 2025**, qui encadre en particulier les modalités de financement des actions représentatives par des tiers, en introduisant des mécanismes de contrôle destinés à prévenir les conflits d'intérêts et à garantir l'indépendance des entités qualifiées.

L'ensemble de ces textes, consultables sur [<https://www.legifrance.gouv.fr>] constitue le cadre normatif complet de la transposition française. Cette section a vocation à offrir au lecteur un accès structuré à ces instruments ainsi qu'à des informations explicatives relatives à leur portée et à leur articulation, afin de faciliter une analyse rigoureuse du modèle français de mise en œuvre de la Directive.

Un regard comparatiste et pluridisciplinaire

Founder: Maria José Azar-Baud

<https://observatoireactionsdegroupe.com/>